

Le lendemain, la C.G.T. se voit obligée d'organiser à la dernière minute des manifestations de rue pour calmer quelque peu l'ardeur des militants que n'avait pas amoindrie la mise en garde de la veille contre les manifestations de l'U.N.E.F. De Gaulle ayant annoncé un référendum en juin, Le Bureau Politique s'empresse d'annoncer qu'il jouera le jeu et appellera à voter NON (25 mai, 18 h. 30). Il se prononce aussi pour un programme commun P.C.-F.G.D.S.-Centrales syndicales, la dissolution de l'Assemblée nationale et de nouvelles élections. Nous mentionnons en passant que l'*Humanité* fut le quotidien français qui consacra le moins de place aux manifestations de l'U.N.E.F. et à la sauvage répression qui bouleversa la capitale dans la soirée et la nuit du vendredi 24 mai : trois colonnes en sixième page alors que le discours de de Gaulle est publié intégralement. La crainte de donner « des idées » aux travailleurs est évidente : il devient clair que la grève seule ne fera pas tomber le régime et que de puissantes manifestations de rue d'accompagnement

totale, du moins partielle. Il reste encore beaucoup à faire, et nos objectifs restent, mais les revendications ont été retenues pour une grande part, et ce qui a été décidé ne saurait être négligé. Cependant, nous ne saurions donner de réponses sans consulter les travailleurs. »

Frachon devait aller présenter les résultats des discussions chez Renault et Séguy chez Citroën. Des militants de chez Renault vinrent prévenir que le climat était plutôt hostile à l'accord. Les deux responsables allèrent ensemble chez Renault et tous ceux qui assistèrent au meeting ou en écoutèrent la retransmission eurent le sentiment très net qu'au départ Séguy se voulait « neutre » en présentant « objectivement » les accords et qu'à la fin de son discours haché de cris de protestation il modifia son attitude et appela les travailleurs à refuser. Puis il n'osa pas aller chez Citroën.

Dans toutes les entreprises la réaction des travailleurs fut identique, si bien qu'en quelques heures C.G.T. et P.C.F. firent un virage et reprirent le « ça ne fait pas le compte ! » des grévistes tout

tion des affaires du pays, et discréditerait l'idée même d'une démocratie réelle et du socialisme en frayant la voie à un régime dominé par l'anticommunisme et inféodé à la politique américaine. Ce serait un retour au passé. »

Peut-être les rédacteurs du communiqué songent-ils à ce moment aux réactions des « camarades soviétiques » dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils se font tirer l'oreille pour soutenir le mouvement gaulliste ou même le faire connaître à son peuple. La *Pravda* avait déjà expliqué que les manifestations étudiantes étaient le fait d'éléments « gauchistes » et « trotskystes » bien après que l'*Humanité* eut été contrainte de faire volte-face, la grève générale est beaucoup plus préoccupante car elle risque de faire tomber un général ami de l'U.R.S.S. (même s'il comprend mal le communisme) pour le remplacer par « Fédéré » plus ou moins pro-américain. La presse soviétique n'émit le moindre jugement sur le régime gaulliste : elle s'est contentée de publier sans commentaire les textes du P.C.F.

Une manifestation C.G.T. est organisée pour le mercredi 29 mai de la Bastille à la gare Saint-Lazare et pendant quarante-huit heures, les mercredi et jeudi, le Parti et la C.G.T. mettent les revendications à l'arrière-plan et affirment que l'exigence numéro un des travailleurs est un gouvernement populaire à participation communiste.

La puissance de la grève « apolitique et strictement revendicative » est telle que le pouvoir semble en liquéfaction, de Gaulle disparaît, les syndicats ne trouvent plus d'interlocuteurs ministériels, la police proteste, l'armée n'est pas sûre. Pendant cette période de quarante-huit heures une véritable organisation révolutionnaire pouvait porter des coups décisifs au régime. Le P.C. se borne à demander poliment à de Gaulle de s'en aller (ce qui est un indubitable progrès par rapport à la période où il ne lui demandait que de satisfaire les justes revendications des travailleurs et de leurs familles).

Le jeudi 30 le général répond qu'il reste. Après son allocution haineuse, provocatrice et manœuvrière, beaucoup pensèrent que le P.C. allait réagir immédiatement et violemment. Il réagit en effet pour tancer le général de son manque d'éducation lorsqu'il s'adresse aux travailleurs (il les « méprise » en ne leur disant pas un mot de leurs revendications) et pour lui faire remarquer que le P.C.F. avait demandé de nouvelles élections bien avant lui.

« Il (le P.C.F.) ira à cette consultation en exposant son programme de progrès social et de paix et sa politique d'union de toutes les forces d'union démocratique. »

Tout ce que la France compte de réactionnaire et d'anti-ouvrier s'est ressaisi après l'allocution-choc du général. Fascistes, ministres, flics, patriotes et patrons ont redressé la tête. Le général avait compté sur la capitulation du P.C.F. et de la C.G.T. et il n'était pas besoin d'être un fin politique pour la prévoir.

Le même soupir de soulagement qui est sorti de la France bourgeoise s'est exhalé aussi des directions ouvrières. Finis les délicats problèmes du départ de de Gaulle et des manifestations de rue qu'on ne pourra toujours contrôler ; on en revient à ce terrain parlementaire où nous avons nos lettres de noblesse. Le général reste et veut des élections. A vos ordres, mon général.

Demeure une inconnue : la réaction des ouvriers. Une première fois ils ont débordé les directions, ici les directions prennent le devant. On ne demandera



*Tout ce que la France compte de réactionnaire et d'anti-ouvrier s'est ressaisi après l'allocution-choc du général. Fascistes, ministres, flics, patriotes et patrons ont redressé la tête.*

sont nécessaires. Avant que les travailleurs ne marchent sur les traces des étudiants, la direction bureaucratique veut donc obtenir un protocole d'accord entre syndicat et patronat.

Ici se place l'épisode qui déclencha un véritable vent de panique dans les directions du P.C. et de la C.G.T. Lorsque les étudiants suivaient les « groupuscules » et débordaient le Parti, les permanents hochaient la tête et invoquaient l'origine petite-bourgeoise de la plupart des étudiants, leur instabilité, etc. Puis ils ajoutaient avec un sourire condescendant : « Nous n'avons pas tous ces problèmes avec les ouvriers, eux nous sont fidèles ». Et ils le croyaient.

Lorsqu'après vingt-neuf heures de débats, les délégations ouvrières et patronales se séparèrent le lundi 27 mai à 7 h. 40 du matin, il ne fait aucun doute pour tout militant conscient que la C.G.T. pensait que ce qui avait été obtenu aurait l'accord des travailleurs. Sans cela, elle n'aurait pas accepté de le leur présenter. La première déclaration de Séguy en fait foi, même si elle a été quelque peu triturée dans l'*Huma* du 28 mai :

« Des revendications, qui se sont heurtées au refus du gouvernement et du patronat, ont trouvé une solution, sinon

en publiant force communiqués contre ceux qui les accusaient d'avoir accepté le protocole d'accord.

Le désarroi est à ce moment total à la direction du Parti : les grévistes refusent les accords jugés acceptables par la C.G.T., la Fédération tergiverse et se fait tirer l'oreille pour rencontrer une délégation du Parti. Mendès-France fait son apparition sur les barricades et participe au meeting U.N.E.F.-C.F.D.T. de Charléty, il semble qu'en plus du débordement gauchiste, une opération de grande envergure se prépare à la droite du Parti qui risque de se retrouver comme cinquième roue d'un carrosse dirigé par la Fédération avec l'appui de la C.F.D.T. et de l'U.N.E.F. Brusquement le Parti découvre qu'un gouvernement créé dans ces conditions pourrait être pro-américain et soupçonne Mitterrand et Mendès des plus noirs desseins :

« Pas plus que nous ne voulons donner à de Gaulle le chèque en blanc qu'il demande, nous ne cautionnerons aucune manœuvre tendant à substituer au pouvoir gaulliste un autre gouvernement qui ne satisferait pas les revendications des travailleurs en les déclarant dépassées, qui tiendrait tout autant la classe ouvrière et son parti à l'écart de la direc-